

Indignations... (suite)

La 16^e indignation qui manque dans Le Vif/L'Express du 21 janvier : « ...Cette personne de 43 ans atteinte de déficience mentale sévère et d'autisme... contrariée, elle mange ses vêtements et s'automutile. Son langage de quelques mots ne lui permet pas de s'exprimer..., dépendante pour se laver, s'habiller..., elle est incontinente..., sa maman malade n'est plus capable de s'en occuper..., ils vivent dans une maison insalubre... » Une cellule (cas prioritaires) de 2 personnes de l'administration wallonne tente de trouver des solutions pour une partie de ces personnes. Nombre d'entre elles ne trouveront pas de lieu de vie spécialisé. Un moratoire empêche l'adaptation des



offres de service en raison des contraintes budgétaires. Il n'est plus permis de créer de nouveaux « lits » dans les institutions spécialisées. D'autres contraintes budgétaires du gouvernement wallon restreignent la dotation de l'administration en charge de la solidarité avec ces personnes. Le public, par méconnaissance, ne s'indigne pas de cet état de fait. Le sort des personnes gravement handicapées, malgré l'impressionnante et nécessaire campagne de Cap 48, l'arbre qui cache la forêt, n'est pris en compte que partiellement. Cette seizième indignation mérite de monter en première place. ■ **Luc Fouarge, Thuin, par courriel**

UN PEU DE RESPECT, SVP

Sous ce titre Jules Gheude nous faisait part de son aversion vis-à-vis de notre pays dans Le Vif du 21 janvier. Ce qui m'étonne de lui est le fait qu'il dénigre un pays qui lui a donné tout ce qu'il possède et qu'il se garde de restituer ce bien. Pour répondre plus précisément à son message, je dirai que si la Flandre a une Constitution, elle est encore loin d'être une nation et comme c'est la Wallonie qui a ouvert les hostilités en exigeant la Fédération début des années 1980, sa démarche est compréhensible.

Si cette évolution était largement prévisible pour M. Gheude, qu'en est-il des prévisions de ses prédécesseurs concernant leur attitude vis-à-vis du peuple flamand depuis 1830 ? Peut-être que la politique francophone ne veut pas voir la réalité en face, mais il y a les gens qui la vivent quotidiennement. [...] Le déman-

tèlement du pays n'aura rien d'apocalyptique d'après vous, mais évidemment c'est sans compter les tracasseries émotionnelles et financières des familles, du Nord comme du Sud, ce qui ne semble pas trop vous tracasser.

Parlant chaos, n'est-ce pas vous et vos amis qui n'avez que ce mot en bouche si la Belgique continue d'exister ? Alors arrêtez de nous casser les oreilles avec vos propos de mal gouvernance, corruption et tutti quanti du monde politique et prouvez-nous que dans votre paradis français cela n'existe pas. Nommez-nous un pays au monde qui n'a pas été créé artificiellement. Au lieu de nous dénigrer aux yeux des autres et de vouloir nous rattacher à tout prix, ayez un peu de respect pour vos concitoyens dont beaucoup ont souffert pendant les deux dernières guerres.

■ **Théo Langenaeken, Liège, par courriel**

> HUMEURS

Il étaient 35 000 à manifester à Bruxelles dimanche dernier [...] Même pas capables de choisir un nom pour leur manifestation dans une des langues nationales, ces cinq fils à papa l'ont appelé « Shame », « Honte » pour ceux qui ne parlent pas la langue de Shakespeare (et qui aiment leur langue maternelle), ont fait vibrer nos médias qui, ne sachant plus quoi se mettre sous la dent, en ont fait la propagande et une marche soi-disant triomphante... Cette manifestation « apolitique » n'ayant aucune revendication crédible n'a été pour moi qu'un pétard mouillé qui ne fera sûrement pas le poids face à l'avancée inéluctable du mouvement flamand et de son électorat de plus en plus nombreux. Une manifestation où les citoyens demanderaient moins d'impôts sur les petits salaires, des routes dignes d'un Etat démocratique d'Europe, une hausse des petites pensions, une bonne gouvernance des Régions, voire un référendum national, aurait eu beaucoup plus d'impact sur « nos » politiciens... Mais bon, je rêve, nous sommes au pays du surréalisme !

■ **Alain Radart, Namur, par courriel**

La justification d'une idéologie séparatrice

Certains polémistes s'obstinent à vouloir accréditer la thèse d'une création artificielle de la Belgique par les grandes puissances européennes pour tenter de justifier leur idéologie séparatrice. Est-ce faute d'autres arguments pertinents ?

Flamingants, wallingants, même combat (l'éclatement de la Belgique), mêmes méthodes (falsification des faits). S'il fut une création artificielle, « d'un trait de plume diplomatique », ce fut, en 1815, celle du royaume des Pays-Bas, voulue par le Congrès de Vienne afin de réunir (d'amalgamer), sous le sceptre de Guillaume I^{er}, les provinces hollandaises et belges afin

de constituer un Etat tampon contre la France.

La Révolution belge de 1830 fut l'œuvre d'insurgés belges qui parvinrent finalement à imposer leur volonté aux grandes puissances qui auraient préféré le statu quo. Réfutant longuement les diverses visions mythologiques et purement idéologiques (flamingante, wallingante, belge, voire même marxiste) de cette révolution, les historiens, auteurs de *L'Histoire de la Belgique pour les nuls* (éd. First) concluent les pages consacrées à ces événements en soulignant notamment : « L'Etat belge naquit ainsi de la détermination de ses classes populaires, de la ma-

jurité politique de ses élites mais aussi des erreurs du gouvernement hollandais et de la relative indifférence des grandes puissances européennes. Une naissance sans doute surprenante pour les contemporains, mais qui, finalement, ne devait pas grand-chose au hasard. » Autre remarque. Selon le « sondage » publié par *Le Soir*, 21 % des manifestants de dimanche sont domiciliés en Flandre, 35 % en Wallonie et 44 % en Région bruxelloise, ce qui conduit le leader séparatiste De Wever à affirmer que seulement 20 % des manifestants étaient flamands et par voie de conséquence... que les Bruxellois sont tous francophones ! ■ **Michel Ketels, par courriel**

Il n'est pas donné suite aux lettres ouvertes ou portant des adresses incomplètes. La rédaction raccourcit certaines lettres pour permettre un maximum d'opinions.